

Message Text

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 01 STATE 029831
ORIGIN AF-10

INFO OCT-01 ISO-00 ONY-00 /011 R

DRAFTED BY AF/C:REGTRIBBIN:RW
APPROVED BY AF/C:WLSWING
DESIRED DISTRIBUTION
AF ONLY

-----042099 040203Z /73

O 040105Z PEB 78
FM SECSTATE WASHDC
TO AMEMBASSY KIGALI IMMEDIATE

LIMITED OFFICIAL USE STATE 029831

E.O. 11652: GDS

TAGS: SHUM, RW

SUBJECT:HUMAN RIGHTS REPORT

FOLLOWING IS FRENCH VERSION OF HUMAN RIGHTSAPER FOR
YOUR COUNTRY: QUOTE

RUANDA

AU RUANDA, LA SITUATION ACTUELLE QUANT AUX DROITS DE
L'HOMME EST ENCOURAGEANTE, EN PARTICULIER A LA LUMIERE
DES TRADITIONS D'AUTORITARISME DU RUANDA ET DE LA
REVOLUTION FRATRICIDE LORS DE L'ACCESSION A L'INDEPENDANCE
EN 1959-1961. LA SOCIETE RUANDAISE TRADITIONNELLE N'A
QU'UNE NOTION LIMITEE DE L'INVIOABILITE DE L'INDIVIDU.
LA SECURITE ET L'HARMONIE DE LA POSITION DE L'INDIVIDU
DANS LES STRUCTURES DE GROUPE LINEALES IMPORTENT DAVAN-
TAGE. PARMI LES MASSES DE RUANDAI, LA REVOLUTION
SOCIALE DE 1959-1961 TENDAIT MOINS A ASSURER LES LIBERTES
LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 02 STATE 029831

INDIVIDUELLES DENIEES SOUS LE REGIME FEODAL ANTERIEUR
QU'A SUBSTITUER LA DOMINATION DU GROUPE MAJORITAIRE
(HUTU) A LA REGLE MINORITAIRE (TUTSI).

AU COURS DE LA DECENNIE QUI A SUIVI LA REVOLUTION, LES
POLITIQUES GOUVERNEMENTALES AVAIENT UN CARACTERE

"COMPENSATOIRE" FLAGRANT EN VUE D'ACQUERIR LES POSTES FAVORISES DONT LES TUTSIS BENEFICIAIENT PRECEDEMMENT. BIEN QUE LES POLITIQUES SOIENT MAINTENANT MIEUX EQUILIBREES, LA DISCRIMINATION DEMEURE UNE QUESTION POLITIQUE EXPLOSIVE.

DEPUIS SON ARRIVEE AU POUVOIR EN 1972, LE PRESIDENT JUVENAL HABYARIMANA A FAIT DU PROGRES CONTINU EN CE QUI CONCERNE LES DROITS DE L'HOMME L'ELEMENT CLE DE SA POLITIQUE OFFICIELLE. LE RUANDA S'EFFORCE D'ASSURER UNE JUSTICE LOCALE PLUS UNIFORME. LE GOUVERNEMENT HABYARIMANA APPUIE LA PLEINE INTEGRATION DE TOUS LES GROUPES ETHNIQUES PAR UN SYSTEME DE QUOTAS PROPORTIONNELS VISANT A GARANTIR AUX TUTSIS UNE PART EQUITABLE DES EMPLOIS ET DES POSSIBILITES D'INSTRUCTION ET D'AVANCEMENT. LE RUANDA SE CONSIDERE MAINTENANT, A JUSTE TITRE, UN ACTIVISTE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME. AU DEBUT DE L'ETE, PAR EXEMPLE, IL SERA L'HOTE D'UN COLLOQUE AFRICAIN SUR LES DROITS DE L'HOMME ET SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

1. RESPECT DE L'INTEGRITE DE LA PERSONNE, Y COMPRIS LE DROIT DE NE PAS ETRE SOUMIS A CE QUI SUIT:

A. TORTURE

LA TORTURE N'EST PAS EMPLOYEE.
LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 03 STATE 029831

B. SANCTION OU TRAITEMENT CRUEL, INHUMAIN OU DEGRADANT

DANS LE CONTEXTE DES VALEURS TRADITIONNELLES, LES AUTORITES RUANDAISES RESPECTENT GENERALEMENT LES LIBERTES PERSONNELLES. ON NE CONNAIT PAS DE CAS DE SANCTION CRUELLE, INHUMAINE OU DEGRADANTE.

C. ARRESTATION OU EMPRISONNEMENT ARBITRAIRE

L'ARRESTATION ET L'EMPRISONNEMENT ARBITRAIRES SE PRODUISENT EFFECTIVEMENT. PAR EXEMPLE, DANS LA CAPITALE, DES DOUZAINES DE PROSTITUEES SONT ARRETEES PERIODIQUEMENT ET INTERNEES SANS PROCEDURE LEGALE. LES MIGRANTS DES ZONES RURALES SONT DEPLACES ET RENVOYES CHEZ EUX POUR NON-POSSESSION DE PERMIS DE TRAVAIL DANS UN PAYS OU LE CHOMAGE PEUT ATTEINDRE 50 POUR CENT OU PLUS. UNE TRENTAINE DE FONCTIONNAIRES DE L'ANCIEN REGIME SONT DETENUS SANS JUGEMENT DEPUIS 1973.

D. DENI D'UN JUGEMENT PUBLIC EQUITABLE

AU RUANDA, L'ABSENCE PRESQUE TOTALE D'AVOCATS ET DE JURISTES QUALIFIES ENTRAINE L'APPLICATION RAPIDE ET UNIFORME DE LA JUSTICE DANS TOUT LE PAYS. LE PERSONNEL COMPETENT EST AFFECTE A D'AUTRES FONCTIONS CONSIDEREES PLUS ESSENTIELLES DANS D'AUTRES BRANCHES DU GOUVERNEMENT. TOUS LES JUGEMENTS SONT RENDUS PUBLIQUEMENT.

E. VIOLATION DE LA LIBERTE DU DOMICILE

LA LIBERTE DU DOMICILE EST RESPECTEE.

2. POLITIQUES GOUVERNEMENTALES VISANT A REpondre A DES LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 04 STATE 029831

BESOINS ESSENTIELS TELS QUE L'ALIMENTATION, LE LOGIS, LES SOINS MEDICAUX ET L'EDUCATION

DES LES DEBUTS EN 1973, LE GOUVERNEMENT HABYARIMANA A AFFIRME (ET A DEMONTRE D'UNE MANIERE CONVAINCANTE) QUE SON BUT EST DE SATISFAIRE LES BESOINS MATERIELS DU PEUPLE RUANDAIS APPAUVRI. LE BUT DU PARTI EST DE MOBILISER LES MASSES AUX FINS DU DEVELOPPEMENT. LE PLAN QUINQUENNAL CONCENTRE CES EFFORTS SUR LA SATISFAC-TION DES BESOINS FONDAMENTAUX EN MATIERE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE, SERVICES DE SANTE, LOGEMENT ET ENSEIGNE-MENT PROFESSIONNEL, PRINCIPALEMENT DANS LES ZONES RURALES OU VIVENT 97 POUR CENT DES RUANDAIS.

3. RESPECT DES LIBERTES CIVILES ET POLITIQUES, Y COMPRIS:

A. LIBERTE DE PENSER, LIBERTE D'EXPRESSION, LIBERTE RELIGIEUSE, LIBERTE DE LA PRESSE ET LIBERTE DE REUNION

LA LIBERTE DE PENSER, LA LIBERTE RELIGIEUSE ET LA LIBERTE DE REUNION SONT GENERALEMENT RESPECTEES. LA CRITIQUE DU GOUVERNEMENT ET DE SES DIRIGEANTS FAITE PUBLIQUEMENT N'EST PAS AUTORISEE ET LA PRESSE EST SOUS CONTROLE DU GOUVERNEMENT. LA DISCUSSION ECLAIREE DE QUESTIONS D'IMPORTANCE PRIMORDIALE A LIEU EFFECTIVE-MENT, PARTICULIEREMENT PARMIS LES MILIEUX DE L'ENSEIGNE-MENT.

B. LIBERTE DE SE DEPLACER A L'INTERIEUR DU PAYS, DE VOYAGER A L'ETRANGER ET D'EMIGRER

LA LIBERTE DE SE DEPLACER EST LIMITEE: A) PAR LES

LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 05 STATE 029831

POLITQUES VISANT A FREINER L'EXODE RURAL DANS UN
CONTEXTE DE CHOMAGE ELEVE ET B) PAR UN STRICT
CONTROLE DE LA DELIVRANCE DES PASSEPORTS A TOUT CITOYEN
QUI N'EST PAS DANS LES BONNES GRACES DU REGIME. PAR CONTRE
LA LIBERTE DE SE OEPLACER A L'INTERIEUR DU PAYS A ETE
LARGEMENT LIBERALISEE SOUS LE PRESIDENT HABYARIMANA ET
L'EMIGRATION DU RUANDA SURPEUPLE VERS LES TERRITOIRES
VOISINS EST ENCOURAGEE ACTIVEMENT.

C. LIBERTE DE PARTICIPATION AU PROCESSUS POLITIQUE

LES POLITIQUES ACTUELLES CONTINUENT A PLACER "LA
POLITIQUE" A L'ARRIERE-PLAN -- ET PAR CONSEQUENT, LES
LIBERTES POLITIQUES -- ET A MOBILISER PLUTOT UNE TOTALE
PARTICIPATION NATIONALE A L'OEUVRE DE DEVELOPPEMENT.

IL N'Y A PAS D'ELECTIONS NATIONALES BIEN QUE LES CONSEILS
COMMUNAUTAIRES LOCAUX SOIENT MAINTENANT CHOISIS PAR
UN VOTE NON PARTISAN AUQUEL TOUS LES ADULTES SONT
ADMIS A PRENDRE PART. AU CONTRAIRE, LE "NATIONAL
REVOLUTIONARY DEVELOPMENT MOVEMENT - MRND (MOUVEMENT
REVOLUTIONNAIRE NATIONAL DE DEVELOPPEMENT), SANCTIONNE
OFFICIELLEMENT, AUQUEL TOUT LE MONDE PEUT S'AFFILIER,
EST CHARGE DE L'ORGANISATION ET DE LA REPARTITION DES
TACHES DE DEVELOPPEMENT PARMI TOUS LES SECTEURS DE LA
POPULATION. BIEN QU'IL SOIT EXPLICITEMENT INTERDIT AU
MRND DE SE LIVRER A TOUTE ACTIVITE "POLITIQUE",
IL JOUE, EN FAIT, LES ROLES QUASI POLITIQUES D'UNE
ORGANISATION CONSULTATIVE ET D'INFORMATION PUBLIQUE.

4. ATTITUDE PRESENTE ET PASSEE DU GOUVERNEMENT QUANT A L'ENQUETE INTERNATIONALE ET NON GOUVERNEMENTALE CONCERNANT LES VIOLATIONS ALLEGUEES DES DROITS DE L'HOMME

VIVEMENT SENSIBLE A SA PROPRE HISTOIRE TRAGIQUE ET A LA
LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 06 STATE 029831

CRITIQUE DE L'EXTERIEUR, LE RUANDA N'A PAS REAGI AUX
DEFIS QU'IL A PERCUS, METTANT EN QUESTION SA "SOVERAINE-
TE NATIONALE". LES REPRESENTANTS DE LA COMMISSION DES
DROITS DE L'HOMME DE L'ONU ONT ECHOUE DANS LEURS
TENTATIVES D'INVESTIGATION ET D'APAISEMENT DES
EFFUSIONS DE SANG ETHNIQUES AU DEBUT DES ANNEES 1960.

ET LE GOUVERNEMENT ACTUEL SE MONTRE EGALEMENT PEU
DESIREUX DE PERMETTRE A DES SOURCES EXTERIEURES
D'EXAMINER LA SITUATION D'UNE TRENTAINE DE PRISONNIERS
POLITIQUES DETENUS DEPUIS 1973. UNQUOTE

"

DEC

*** Current Handling Restrictions *** ONLY

*** Current Classification *** LIMITED OFFICIAL USE

Message Attributes

Automatic Decaptioning: Z
Capture Date: 01 jan 1994
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: HUMAN RIGHTS, TRANSLATIONS
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 04 feb 1978
Decaption Date: 20 Mar 2014
Decaption Note: 25 YEAR REVIEW
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 20 Mar 2014
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1978STATE029831
Document Source: CORE
Document Unique ID: 00
Drafter: REGRIBBIN:RW
Enclosure: DG ALTERED
Executive Order: n/a
Errors: n/a
Expiration:
Film Number: D780053-0078
Format: TEL
From: STATE
Handling Restrictions:
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1978/newtext/t197802113/aaaafodi.tel
Line Count: 224
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON MICROFILM, TEXT ON-LINE
Message ID: 02609cce-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ORIGIN AF
Original Classification: LIMITED OFFICIAL USE
Original Handling Restrictions: ONLY
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 5
Previous Channel Indicators: n/a
Previous Classification: LIMITED OFFICIAL USE
Previous Handling Restrictions: ONLY
Reference: n/a
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 27 apr 2005
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 3462285
Secure: OPEN
Status: <DBA CORRECTED> gwr 970826
Subject: HUMAN RIGHTS REPORT FOLLOWING IS FRENCH VERSION OF HUMAN RIGHTSAPER FOR YOUR COUNTRY: QUOTE
TAGS: SHUM, FR, RW, SHUM
To: KIGALI
Type: TE
vdkgvwkey: odb://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/02609cce-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Sheryl P. Walter
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
20 Mar 2014
Markings: Sheryl P. Walter Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 20 Mar 2014